



HAL
open science

Les politiques électronucléaires des partis d'extrême droite en Europe: analyse d'un discours géopolitique

Teva Meyer

► **To cite this version:**

Teva Meyer. Les politiques électronucléaires des partis d'extrême droite en Europe: analyse d'un discours géopolitique. Les Actes du CRESAT, 2017, 14. hal-01577055

HAL Id: hal-01577055

<https://hal.science/hal-01577055>

Submitted on 24 Aug 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License

TEVA MEYER

LES POLITIQUES ÉLECTRONUCLÉAIRES DES PARTIS D'EXTRÊME
DROITE EN EUROPE : ANALYSE D'UN DISCOURS GÉOPOLITIQUE

Teva Meyer est docteur de l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8), ATER en géographie à l'Université de Haute-Alsace et chercheur associé au CRESAT.

Marquée par le vote du *Brexit* outre-Manche le 23 juin ainsi que par le second tour de l'élection présidentielle autrichienne perdue le 4 décembre par le candidat du *Freiheitliche Partei Österreichs* (Parti de la liberté), l'année 2016 symbolise une nouvelle étape pour les partis d'extrême droite en Europe. Partis nationalistes, extrême droite, droite radicale, droite populiste ou, dernièrement, droite alternative, l'inflation des termes utilisés pour nommer ces partis trahit autant la difficulté théorique et l'absence de consensus académique pour définir ces formations politiques, que leur très forte hétérogénéité doctrinale¹. Laurenz Ennsner relève ainsi dans la littérature près de trente définitions différentes pour caractériser l'extrême droite². Cass Mudde³ et Jean-Yves Camus⁴ considèrent toutefois que ces partis partagent, *a minima*, un noyau idéologique combinant une vision ethno-nationaliste ou nativiste, un discours populiste anti-élite et une demande d'un État fort, voire d'autoritarisme.

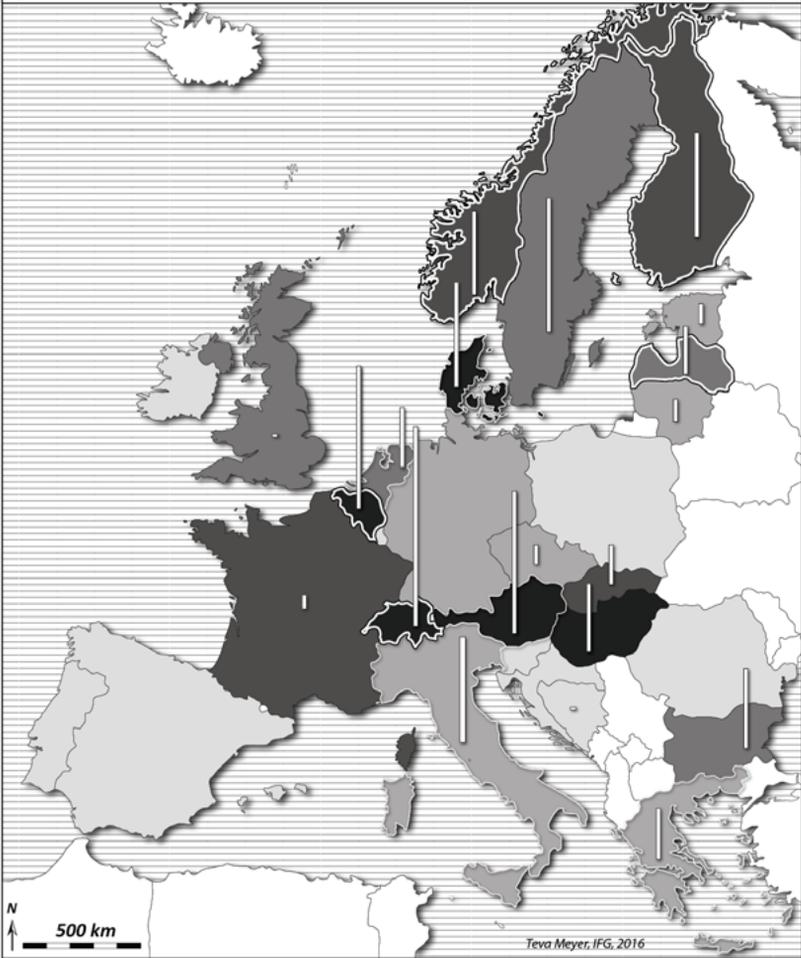
1. RYDGREN J., « The sociology of the radical right », *Annual Review of Sociology*, n° 33, 2007, p. 241-262.

2. ENNSNER L., « The homogeneity of West European party families : The radical right in comparative perspective », *Party Politics*, n° 18, 2012, p. 151-171.

3. MUDDÉ C., « Fighting the system ? Populist radical right parties and party system change », *Party Politics*, n° 20, 2014, p. 217-226.

4. CAMUS J.Y., « La recomposition des droites nationalistes et radicales en Europe », *Le débat*, n° 184, 2015, p. 95-100.

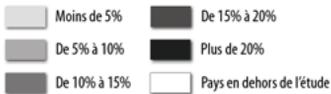
La réussite électorale des partis d'extrême droite en Europe



Sources: European Election Database (EED)

Des réussites électorales contrastées...

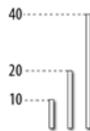
Résultats des partis d'extrême droite aux dernières élections nationales (2016):



...et des influences politiques différentes.



Nombre de parlementaires nationaux des partis d'extrême droite en 2016:



III. 1 : Les formations d'extrême droite en Europe

Les extrêmes droites ont (ré)émergé dans le paysage politique au début des années 1980, s'implantant, à quelques exceptions près, dans tous les pays d'Europe⁵. Tandis que ces formations demeurent marginales au Portugal ou en Espagne, elles sont profondément installées en Suisse, en Autriche ou aux Pays-Bas où elles ont déjà respectivement remporté 28,9 %, 26,9 % et 15,5 % des suffrages lors d'élections nationales. Si leur dynamique électorale ne peut être sous-estimée, Cass Mudde souligne néanmoins que très peu de partis d'extrême droite ont participé à la formation de gouvernements depuis 1980⁶. Sur les près de 200 gouvernements installés entre 1980 et 2013, seuls huit ont inclus un parti d'extrême droite. La carte précédente synthétise la présence politique de l'extrême droite en Europe en 2016.

La montée en puissance de ces partis a suscité l'attention de la communauté scientifique cherchant, entre autres choses, à souligner les ressemblances ou les différences programmatiques existant entre ces formations⁷. Toutefois, ces recherches se sont principalement concentrées sur des thématiques traditionnellement attachées à ces partis — l'identité, l'immigration, l'intégration, l'Union européenne ou le genre — en laissant de côté des pans entiers des politiques publiques dont les questions énergétiques. Pourtant, si l'émergence des droites radicales peut influencer directement ou indirectement les politiques migratoires nationales et les questions sociétales⁸, il en va de même pour les stratégies économiques, industrielles ou environnementales.

Cet article se propose alors d'interroger l'existence de ressemblances dans les politiques énergétiques formulées par les partis d'extrême droite en Europe en s'attachant particulièrement à la question du nucléaire. Pour ce faire, on utilisera deux outils méthodologiques : l'analyse des représentations géopolitiques et le concept de « technopolitique »⁹.

5. BORNSCHIER S., « Une analyse de la convergence programmatique des partis populistes de droite », *Revue internationale de politique comparée*, n° 12, 2005, p. 415-432.

6. MUDDE C., « Three decades of populist radical right parties in Western Europe : So what ? », *European Journal of Political Research*, n° 52, 2013, p. 1-19.

7. BORNSCHIER S., « Une analyse de la convergence... » , *op. cit.*

8. MUDDE C., « Three decades of populist radical right parties ... » , *op. cit.*

9. HECHT G., *The Radiance of France Nuclear Power and National Identity after World War II*, Cambridge, MIT Press, 1998.

Béatrice Giblin considère que si les sociologues et les politistes ont été nombreux à s'intéresser à l'extrême droite, « ces travaux n'intègrent que rarement une approche géographique, même si la cartographie électorale y est désormais très présente »¹⁰. Le renouveau de la géographie électorale française doit pourtant beaucoup au développement du Front national. De multiples recherches, et en particulier celles de Joël Gombin¹¹ et de Bernard Alidières¹², ont interrogé finement les dynamiques spatiales de la réussite de l'extrême droite en France. Dans cet article, on proposera d'inverser la focale, en ne questionnant pas la spatialisation de l'extrême droite, mais en tentant de décrypter l'influence de leurs représentations spatiales sur leur programme politique. Les représentations sont comprises ici comme une « conception de l'espace qui décrit et exprime une partie de la réalité, de façon floue ou précise, déformée ou exacte »¹³. Selon Aurélien Evrard, « la mise en évidence de l'influence des représentations [...] est l'un des premiers apports des sciences sociales à la compréhension des choix énergétiques »¹⁴.

L'influence des représentations sur les politiques énergétiques ne peut toutefois être entièrement comprise que si l'on considère les systèmes énergétiques comme des « technopolitiques »¹⁵. Il est de coutume de diviser l'utilisation des sources d'énergie entre un usage spécifique d'une part, c'est-à-dire l'utilisation d'une énergie dans un système qui ne pourrait fonctionner qu'avec elle, et un usage non spécifique d'autre part, c'est-à-dire l'utilisation d'une énergie dans un système qui pourrait fonctionner avec différentes sources. Or, l'énergie peut également être mobilisée pour des usages non énergétiques. Dans son étude de la France d'après-guerre, Gabrielle Hecht a montré que le programme nucléaire français avait été conçu afin de redonner au pays son rayonnement international

10. GIBLIN B., « Extrême droite en Europe : une analyse géopolitique », *Hérodote*, n° 144, 2012, p. 3-17.

11. GOMBIN J., « Le changement dans la continuité géographies électorales du Front national depuis 1992 », in CRÉPON S., *Les faux-semblants du Front national*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 396-415.

12. ALIDIÈRES B., « Municipales 2014, une étape essentielle dans la réimplantation territoriale du Front national », *Hérodote*, n° 154, p. 18-41.

13. LACOSTE Y., *De la géopolitique au paysage : dictionnaire de géographie*, Paris, Flammarion, 2013.

14. EVRARD A., *Contre vents et marées*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

15. HECHT G., *The Radiance of France Nuclear Power ...*, op. cit.

après le traumatisme du conflit¹⁶. Elle définit cette « pratique stratégique qui consiste à créer et à utiliser une technique pour promouvoir un but politique »¹⁷ sous le terme de technopolitique.

Dans cet article, nous nous attacherons alors à décrire les objectifs (géo)politiques que les partis d'extrême droite donnent aux systèmes énergétiques. Nos recherches s'appuient sur le dépouillement systématique des programmes électoraux et des prises de position des formations européennes d'extrême droite¹⁸ ainsi que sur une campagne d'entretiens effectuée en Suède, en Allemagne et en France durant notre travail de thèse de 2013 à 2015.

Des partis d'extrême droite presque unanimement favorables à l'énergie atomique

Le difficile choix de l'échantillon d'étude

Toute étude comparative des partis d'extrême droite en Europe se heurte à l'absence d'une définition globale pour cette famille politique. Si l'appartenance de certains partis, comme le Front national en France, à cette dernière fait consensus, pour d'autres, tels que le *Fremskrittspartiet* (Parti du progrès) en Norvège ou l'*Alternative für Deutschland* (Alternative pour l'Allemagne) outre-Rhin, cela fait toujours débat¹⁹. On a décidé ici d'utiliser la définition la plus large de cette famille considérant qu'elle englobe les partis correspondant au noyau idéologique décrit en introduction (ethnonationalisme, populisme, autoritarisme). Spatialement, l'étude est circonscrite à l'Union européenne à vingt-huit États membres auxquels ont été rajoutées la Norvège et la Suisse en raison de l'intensité du débat sur la transition énergétique dans ces deux pays. Nous avons délibérément laissé de côté les partis indépendantistes régionaux d'extrême droite, comme l'Alsace d'abord en France ou la Ligue des Tessinois en

16. *Ibid.*

17. HECHT G., « Les techniques de la guerre froide dans une perspective mondiale : le nucléaire et l'informatique comme systèmes technopolitiques », in PESTRE D., *Deux siècles d'histoire de l'armement en France*, Paris, CNRS, p. 167-178.

18. La liste des partis identifiés est disponible à la page p. 71.

19. MUDDE C., « Three decades of populist radical right parties... », *op. cit.*

Suisse, exception faite de la *Lega Nord* (Ligue du Nord) en Italie et du *Vlaams Belang* (Intérêt flamand) en Belgique en raison de leur poids électoral national.

134 des 450 réacteurs nucléaires actuellement en fonction dans le monde sont implantés sur le continent européen. Comme synthétisé sur la carte suivante, les politiques nucléaires des trente pays étudiés varient énormément. Seuls quinze d'entre eux possèdent une centrale²⁰. Trois pays européens, l'Allemagne, la Suisse et la Belgique, ont engagé, ou accéléré, l'arrêt de leur parc nucléaire après la catastrophe de Fukushima de mars 2011, tandis que d'autres, tels que la Finlande ou la Grande-Bretagne, ont relancé la construction de centrales ou envisagent de le faire. L'absence de programme nucléaire civil actif, comme c'est le cas au Danemark, en Norvège, en Irlande, en Grèce, au Luxembourg ou en Autriche, n'empêche cependant pas l'énergie atomique d'être un sujet de débat dans chacun de ces pays. D'une part, certaines forces politiques d'extrême droite y militent pour la construction de centrales. D'autre part, l'importante densité de centrales sur le continent, parfois implantées à proximité de frontières, fait que la question atomique concerne également les pays non nucléarisés. Nous avons donc décidé de considérer autant les formations d'extrême droite dans les pays nucléarisés que dans ceux ne disposant pas de centrales.

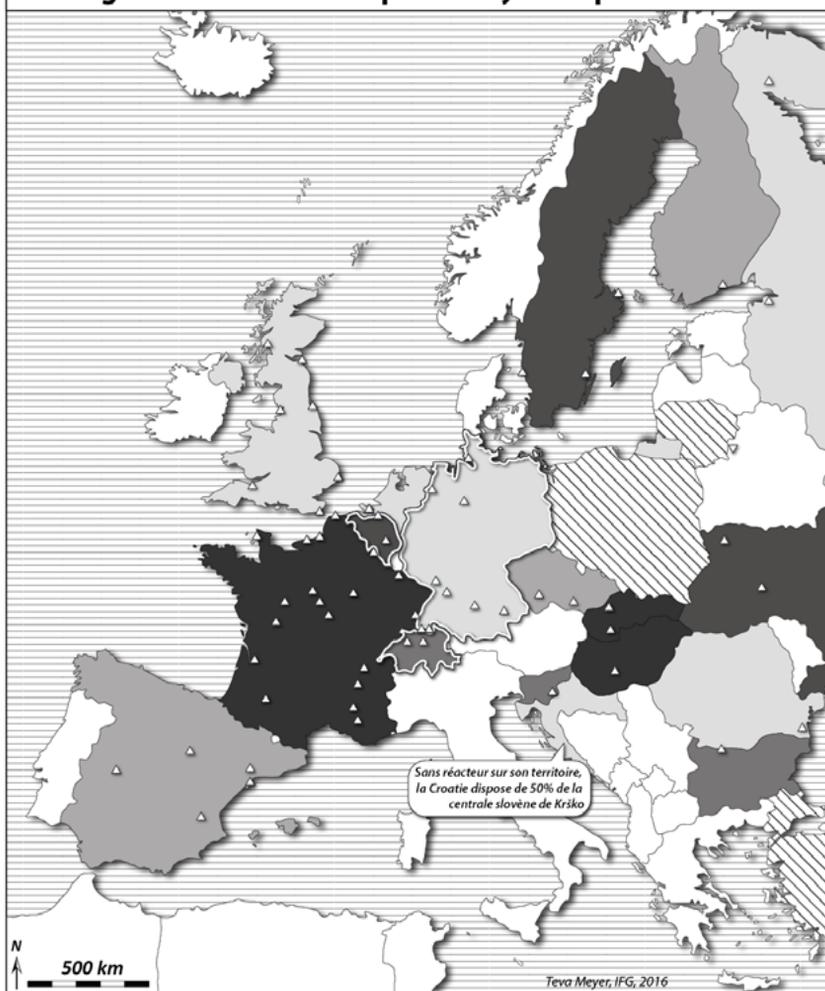
Le nucléaire comme dénominateur commun des extrêmes droites européennes ?

Au total, nous avons identifié 52 partis d'extrême droite, compilés dans le tableau suivant. Pour faciliter la lecture, les positions des partis ont été synthétisées en quatre catégories : « favorable » signifie une politique de soutien à l'énergie atomique ; « opposé » signifie que le parti milite ouvertement pour l'arrêt du parc de centrales ; « attentiste » signifie que le parti considère le nucléaire comme une énergie temporaire devant à terme être arrêté ; « absence » signifie que le parti n'a pas formulé de position officielle.

La majorité des partis d'extrême droite formulent une position sur l'énergie atomique. Seuls neuf d'entre eux, dont six proviennent de pays dépourvus de centrales, n'abordent pas cette thématique dans leurs programmes. Une large

20. On peut également rajouter à cette liste la Croatie qui, bien qu'aucun réacteur ne se trouve sur son territoire, possède 50 % de la centrale de Krško en Slovénie.

L'énergie nucléaire en Europe: des dynamiques contrastées



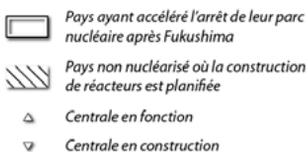
Sources: PRIS, AIEA, Wise-Paris, World nuclear association

Alors que le nucléaire ne représente que 26% de l'électricité produite en Europe...

Part du nucléaire dans la production d'électricité en 2016:



...l'accident de Fukushima a eu des conséquences politiques différentes sur le continent.



III. 2 : L'énergie nucléaire en Europe

littérature a questionné l'appartenance des formations d'extrême droite à la famille des partis à enjeux uniques (*single-issue parties*), dont la raison d'être serait exclusivement liée aux questions migratoires²¹. Comme Aurelien Mondon le souligne, si ces partis reflètent encore l'image d'une politique centrée sur le nativisme, la plupart ont construit une offre programmatique complète développant, en particulier, les questions socioéconomiques²². L'absence de programmes énergétiques détaillés reflète la jeunesse de certaines formations, comme dans les cas de *Noua Dreapta* (Nouvelle droite) en Roumanie, de Démocratie nationale en Belgique ou de *Fratelli d'Italia* (Frères d'Italie), respectivement créées en 2015, 2011 et 2012.

Comme visible sur le tableau suivant, les partis d'extrême droite européens sont majoritairement favorables à l'énergie atomique, tant dans les pays nucléarisés (25 favorables contre un opposé) que dans les pays non nucléarisés (neuf favorables contre quatre opposés). Pourtant, comme l'avance Jens Rydgren, les politiques économiques des formations d'extrême droite varient fortement en Europe, oscillant entre des positions néolibérales telles qu'au sein du *Fremskrittspartiet* norvégien et des politiques bien plus étatistes, comme pour le Front national en France²³. Les relations des partis d'extrême droite avec les questions climatiques ne sont pas non plus identiques. Certains, comme l'*Alternative für Deutschland* ou le *UK Independence Party*, sont ouvertement climatosceptiques et militent pour l'arrêt du déploiement des énergies renouvelables, tandis que d'autres tels que le *Dansk Folkeparti* (Parti populaire danois), ont intégré les causes anthropiques des changements climatiques et soutiennent la baisse des productions carbonées.

21. MUDDÉ C., « The Single-Issue Party thesis : Extreme right parties and the immigration issue », *West European Politics*, n° 33, 1999, p. 182-197.

22. MONDON A., « UKIP, from a single issue party to the radical right : real symptom, wrong diagnosis », *TOR*, n° 1, 2015, p. 25-27.

23. RYDGREN J., « The sociology of the radical right », *op. cit.*

PAYS NUCLÉARISÉS			PAYS NON NUCLÉARISÉS		
PAYS	PARTI	POSITION	PAYS	PARTI	POSITION
ALLEMAGNE	<i>Alternative für Deutschland</i> (Alternative pour l'Allemagne)	Favorable	AUTRICHE	<i>Freiheitliche Partei Österreichs</i> (Parti de la liberté)	Opposé
	<i>Nationaldemokratische Partei</i> (Parti national-démocrate)	Opposé	DANEMARK	<i>Dansk Folkeparti</i> (Parti populaire danois)	Opposé
	<i>Pro-Deutschland</i>	Favorable	ESTONIE	<i>Iseseisvuspartei</i> (Parti de l'indépendance)	Opposé
<i>Die Republikaner</i> (Les Républicains)	Attentiste	<i>Konservatiivne Rahvaerakond</i> (Populaire conservateur)		Favorable	
BELGIQUE	Parti Populaire	Favorable	GRÈCE	<i>Chrysi Avgi</i> (Aube Dorée)	Absence
	Démocratie Nationale	Absence		<i>Laos</i> (Peuple)	Absence
	<i>Vlaams Belang</i> (Intérêt flamand)	Favorable	IRLANDE	<i>National party</i> (Parti national)	Absence
	<i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i> (Nouvelle Alliance Flamande)	Favorable	ITALIE	<i>Fratelli d'Italia</i> (Frères d'Italie)	Absence
BULGARIE	<i>Bългарско национално движение</i> (Mouvement national bulgare)	Favorable		<i>Fiamma Tricolore</i> (Flamme tricolore)	Favorable
	<i>Natzionalen Front</i> (Front national)	Attentiste		<i>Lega Nord</i> (Ligue du nord)	Opposé
	<i>Ataka</i> (Attaque)	Favorable	LETTONIE	<i>Nacionālā Apvienība</i> (Alliance nationale)	Favorable
CROATIE	<i>Hrvatska Stranka Prava</i> (Parti croate du droit)	Favorable	LITUANIE	<i>Tvarka ir teisingumas</i> (Ordre et Justice)	Favorable
ESPAGNE	<i>España 2000</i>	Absence		<i>Tautininkai</i> (Les nationalistes)	Absence
	<i>Democracia Nacional</i> (Démocratie Nationale)	Favorable	NORVÈGE	<i>Fremskrittspartiet</i> (Parti du progrès)	Favorable
FINLANDE	<i>Perussuomalaiset</i> (Vrais Finlandais)	Favorable		<i>Demokratene</i> (Les démocrates)	Favorable
FRANCE	Front national	Favorable	POLOGNE	<i>Nowej Prawicy</i> (Nouvelle droite)	Favorable
	Mouvement national républicain	Favorable		<i>Polskich Rodzin</i> (Ligue des familles polonaises)	Absence

PAYS NUCLÉARISÉS			PAYS NON NUCLÉARISÉS		
PAYS	PARTI	POSITION	PAYS	PARTI	POSITION
ROYAUME-UNI	<i>UK Independence Party</i>	Favorable	PORTUGAL	<i>Nacional Renovador</i> (Parti national rénovateur)	Favorable
	<i>British national party</i> (Parti national britannique)	Favorable			
HONGRIE	<i>Jobbik</i> (Le mouvement)	Favorable			
PAYS BAS	<i>Partij voor de Vrijheid</i> (Parti pour la Liberté)	Favorable			
R. TCHÈQUE	<i>Úsvit</i> (Aube)	Favorable			
	<i>Dělnická strana</i> (Parti ouvrier)	Favorable			
ROUMANIE	<i>România Mare</i> (Grande Roumanie)	Favorable			
	<i>Noua Dreapta</i> (Nouvelle droite)	Absence			
	<i>România Unită</i> (Roumanie unie)	Favorable			
SLOVAQUIE	<i>Kotleba</i>	Favorable			
	<i>Slovenská národná strana</i> (Parti national)	Attentiste			
SLOVÉNIE	<i>Slovenska Nacionalna Stranka</i> (Parti national)	Favorable			
SUÈDE	<i>Sverigedemokraterna</i> (Démocrates de Suède)	Favorable			
SUISSE	Union démocratique du centre	Favorable			

L'analyse des programmes montre que, par-delà ces divergences, la similitude des positions pronucléaires s'explique par leur inscription dans des discours géopolitiques identiques où l'énergie est présentée comme un outil de pouvoir.

L'énergie atomique et le discours sur l'indépendance nationale

Le nucléaire comme outil stratégique d'indépendance ?

Parmi les critères qui unifient la famille d'extrême droite en Europe, le nationalisme est indubitablement le plus partagé. Comme le souligne Yves Lacoste, la nation et, *a fortiori*, le nationalisme, sont des concepts fondamentalement géopolitiques²⁴. Ils suggèrent l'interrelation entre un territoire — idéalisé, convoité ou concrétisé — et un peuple constitué, consensuellement ou non, en nation²⁵. Considérant « l'État-nation comme l'unique échelon politique légitime »²⁶, les programmes des formations d'extrême droite sont guidés par des propositions visant à renforcer sa souveraineté.

Les politiques énergétiques n'échappent pas à cette règle. L'analyse des programmes montre que les partis d'extrême droite cadrent l'énergie dans un discours géopolitique avant de l'intégrer dans leurs rhétoriques économiques ou environnementales. L'énergie est ainsi conceptualisée comme un outil devant, avant tout, assurer l'indépendance nationale. Les exemples sont légion. Le programme du parti italien *Fiamma Tricolore* (Flamme tricolore), considère par exemple « la production et l'autosuffisance énergétique comme les véritables piliers de l'indépendance nationale »²⁷. En Suisse, le programme de l'Union démocratique du centre avance que « seule une Suisse indépendante est une Suisse forte. L'énergie, tout particulièrement l'électricité, est une ressource d'une importance stratégique »²⁸.

Le choix de favoriser certaines sources d'énergie est alors guidé par cet objectif. Tandis que certains partis, comme l'*Alternative für Deutschland*, soutiennent l'exploitation des gaz de schistes pour accroître la production nationale, d'autres, tels

24. LACOSTE Y., *Vive la nation, destin d'une idée géopolitique*, Paris, Fayard, 1998.

25. TÉTART F., « Les nationalismes “régionaux” en Europe, facteur de fragmentation spatiale ? », *L'Espace Politique*, n° 11, 2010 [En ligne : <https://espacepolitique.revues.org/1647>].

26. CAMUS J. Y., « La recomposition des droites... », *op. cit.*

27. FIAMMA TRICOLORE, *Programma* [En ligne : <http://www.fiammatricolore.com/chi-siamo/programma/>, mise à jour le 05/04/2015] (consulté le 01/03/2016).

28. UNION DÉMOCRATIQUE DU CENTRE, *Non à une dangereuse dépendance de l'étranger ! Non à l'initiative* [En ligne : <http://lesobservateurs.ch/2016/11/16/nucleaire-non-a-une-dangereuse-dependance-de-letranger-non-a-linitiative-communique-udc-16-11-2016/>, mise à jour le 16/11/2016] (consulté le 19/12/2016).

que le *Dansk Folkeparti* (Parti populaire danois) ou les *Perussuomalaiset* (Vrais finlandais), favorisent les énergies renouvelables et en particulier la biomasse. L'analyse des programmes montre que, sur les 34 partis favorables à l'énergie atomique, 30 associent le développement du nucléaire à l'accroissement de leur indépendance.

Prendre la mesure de cette similitude programmatique demande de décentrer notre regard marqué par l'omniprésence de la notion d'indépendance énergétique dans l'argumentaire pronucléaire en France. Une étude lexicométrique des débats sur l'énergie nucléaire dans les parlements français, allemand et suédois permet de prendre la mesure de ceci. Pour réaliser cette étude, nous avons comptabilisé l'occurrence des expressions « indépendance énergétique », « *Energieunabhängigkeit* » (allemand) et « *Energiöberoende* » (suédois) associées au terme « nucléaire » dans chacune des trois langues dans les retranscriptions des débats parlementaires de 1991 à 2014. En France, nous avons étudié les retranscriptions des questions au gouvernement, en Allemagne les comptes rendus de séances au Bundestag et en Suède ceux des débats et votes de motions. Les résultats sont éloquentes. Si en France l'expression a été utilisée 215 fois, elle ne revient que 11 fois en Suède et 10 fois en Allemagne depuis 1991²⁹. Alors que la rhétorique de l'indépendance n'apparaît que très marginalement dans les débats sur l'avenir du nucléaire en dehors de la France, son utilisation récurrente par les partis d'extrême droite révèle son rôle structurant dans l'élaboration des politiques énergétiques de cette famille politique.

L'indépendance énergétique et le nucléaire, enjeu politique d'une définition

Il n'existe à ce jour pas de définition scientifique arrêtée de « l'indépendance énergétique ». Une acceptation large du terme le définirait comme la capacité d'un territoire à satisfaire l'ensemble de ses besoins en énergie en ne mobilisant que les ressources présentes à l'intérieur de ses frontières. Si « l'indépendance énergétique » d'un territoire est difficile à définir, différents chercheurs et organismes statistiques ont essayé de la quantifier en calculant un « taux d'indépendance énergétique ». En France, l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) publie annuellement un taux d'indépendance énergétique qu'il

29. Ces différences ne peuvent pas être attribuées à la présence de l'extrême droite. Dans la période étudiée, on ne compte aucun parlementaire d'extrême droite en Allemagne, six en France et 93 en Suède.

définit comme « le rapport entre la production nationale d'énergies primaires et la consommation en énergie primaire pour une année donnée ». Cette méthode de calcul a été adoptée par Eurostat, l'agence statistique de l'Union européenne, presque identiquement. L'absence de définition scientifique pour l'indépendance énergétique a abouti en l'utilisation récurrente dans les communications politiques du « taux d'indépendance » proposé par ses organismes.

Toutefois, la mobilisation de l'indépendance énergétique dans l'argumentaire en faveur de l'énergie nucléaire mène les opposants à contester la méthode de calcul de l'INSEE et d'Eurostat. La première critique déplore l'utilisation de l'énergie primaire et non pas finale. Pour l'électronucléaire, cette méthode prend en compte le potentiel énergétique de l'uranium et non pas la production d'électricité qu'il permet. Or, le rendement d'une centrale, c'est-à-dire le rapport entre le volume d'énergie primaire contenu dans le combustible et le volume d'énergie produit en sortie, est d'approximativement 33 %. Les deux tiers de l'énergie libérée par la réaction nucléaire ne sont pas transformés en électricité. La seconde critique réside dans le choix de considérer la production d'électricité d'origine nucléaire comme entièrement nationale. Or, en 2016, seules trois mines d'uranium étaient en exploitation en Union européenne, à Rožná en République tchèque ainsi qu'à Crucea et à Feldioara en Roumanie, fournissant moins de 3 % des besoins du continent. Le reste du combustible est principalement extrait en Ouzbékistan, au Kazakhstan, en Russie, au Canada, aux États-Unis, au Niger, en Namibie et en Australie, les proportions variant d'une année à l'autre.

L'INSEE et Eurostat justifient leur méthodologie en insistant sur la très faible part du minerai d'uranium, moins de 5 %, dans le coût final de l'électricité nucléaire. La valeur ajoutée apportée par la transformation du combustible réalisée en Europe entièrement (dans les centrales nucléaires) ou partiellement (dans les usines de conversion et d'enrichissement de l'uranium) est considérée comme plus importante que la valeur du minerai lui-même. De plus, la densité énergétique de l'uranium étant très forte, l'INSEE et Eurostat considèrent qu'il est facile de constituer des stocks afin de pallier les potentielles ruptures d'approvisionnement.

Un discours qui s'adapte aux contextes nationaux

Si la majorité des partis d'extrême droite promeuvent le développement du nucléaire pour asseoir l'indépendance énergétique, leurs discours s'adaptent à la réalité des contextes nationaux.

Les formations de droite radicale s'opposent à la fermeture des mines d'uranium dans les pays où elles sont encore exploitées. C'est le cas en Roumanie où le *Partidul România Unită* (Parti Roumanie Unie) soutient l'exploitation des gisements d'uranium nationaux ainsi que de l'usine de fabrication de combustibles nucléaires de Drobeta-Turnu, qui permettent théoriquement aux pays d'être autosuffisant³⁰. En Hongrie et en Bulgarie, les partis d'extrême droite, respectivement le *Jobbik* (le Mouvement) et le *Bălgarsko nacionalno dvizhenie* (Mouvement national bulgare), militent pour la réouverture des mines d'uranium fermées après la chute de l'URSS. En France, aux Pays-Bas, en Belgique et plus généralement dans les pays dépourvus de gisements d'uranium conséquents, les formations de droite radicale demandent la construction de réacteurs nucléaires de 4^e génération³¹ pouvant, théoriquement, fonctionner sans minerai d'uranium grâce à l'utilisation d'anciens combustibles nucléaires usés.

Dans les pays où une source d'énergie fossile est exploitée, le développement de l'énergie atomique est présenté comme une nécessité afin d'anticiper sa disparition. C'est par exemple le cas en Norvège où les réserves prouvées de pétroles et de gaz naturel en mer du Nord pourraient se tarir respectivement dans 10 et 17 années au rythme actuel d'extraction. Même si le pays produit 96 % de son électricité grâce à des barrages hydroélectriques, le *Fremskrittspartiet* (Parti du progrès) considère que la Norvège devrait développer préventivement l'exploitation des gisements de thorium³², dont elle possède approximativement 20 % des réserves mondiales, afin d'alimenter un futur parc de réacteurs nucléaires. En République tchèque, *Úsvit* (Aube) milite pour la construction de nouveaux

30. Dans les faits, et pour des raisons de sécurité d'approvisionnement, la Roumanie dispose de contrat d'achat de combustible nucléaire avec le Canada en plus de sa propre production.

31. Les réacteurs en fonction en France actuellement sont de deuxième génération, l'EPR en construction à Flamanville étant lui de troisième génération. L'appellation 4^e génération est contestée par les mouvements antinucléaires qui dénoncent un effet de marketing autour d'une technologie qui serait déjà en recherche depuis longtemps.

32. Encore en phase expérimentale, le thorium pourrait, à l'avenir, remplacer l'uranium dans certains réacteurs nucléaires spécifiquement dédiés.

réacteurs nucléaires afin de pallier la fermeture des mines de charbon qui constituent 60 % de la consommation nationale d'électricité.

Dans les anciens États du bloc soviétique, le nucléaire s'inscrit dans des discours divergents vis-à-vis de la Russie. Dans les pays non nucléarisés, l'énergie atomique est promue par les partis d'extrême droite comme un outil pour s'affranchir de la dépendance aux importations énergétiques russes. C'est particulièrement le cas en Lettonie où la *Nacionālā Apvienība* (l'Alliance nationale) considère le nucléaire comme une nécessité stratégique face à son puissant voisin. Au contraire, en Bulgarie et en Hongrie, deux pays équipés de réacteurs de conceptions soviétiques, le *Jobbik*, le *Bългарско национално движение* (Mouvement national bulgare) et *Ataka* (Attaque) soutiennent l'énergie atomique afin de renforcer la coopération avec la Russie au détriment de l'Union européenne. Ces partis ont ainsi soutenu les projets de construction de nouveaux réacteurs par l'entreprise russe *Atomstroyexport* à Kozloduy et Belene en Bulgarie ainsi qu'à Paks en Hongrie. Cet engagement peut être lié à la politique ouvertement favorable à un rapprochement avec la Russie que ces partis promeuvent, tant pour des raisons idéologiques (défense de valeurs morales conservatrices, soutien à une forme d'autoritarisme) que pour des arrangements stratégiques (financement direct et indirect des campagnes).

Le nucléaire comme symbole de l'opposition à l'Union européenne

Dans plusieurs pays d'Europe de l'Est, le soutien à l'énergie atomique permet aux extrêmes droites d'étayer leurs discours d'opposition à l'UE. L'article 194 du traité de Lisbonne sur le fonctionnement de l'Union consacre l'élaboration des mix énergétiques nationaux comme un pouvoir souverain relevant des États membres. L'Union européenne n'a donc pas les moyens légaux d'imposer les choix énergétiques d'un État membre. Toutefois, les négociations en vue de l'adhésion de la Bulgarie, de la Slovaquie et de la Lituanie ont mené à la fermeture de réacteurs (quatre en Bulgarie à Kozlodouy, deux en Lituanie à Ignalina et deux en Slovaquie à Bohunice) dont le niveau de sécurité était considéré insuffisant.

Les formations d'extrême droite mobilisent ces événements pour matérialiser leur opposition à l'Union européenne. Le *Slovenská národná strana* (Parti national slovaque) présente ainsi la fermeture des réacteurs de Bohunice comme un

« sacrifice de la nation [...], un acte de soumission à l'Union européenne »³³ tandis que le parti slovaque *Kotleba* propose un « plan pour décoloniser la politique énergétique nationale »³⁴. Pour les Bulgares d'Ataka, « la Bulgarie a sacrifié trop à la cause européenne [et] doit relever la tête en refusant de fermer les réacteurs de Kozlodouy »³⁵.

L'énergie nucléaire : outil de pouvoir dans des rapports de forces régionaux

L'utilisation de l'énergie comme d'un moyen de pression diplomatique est un des aspects les plus étudiés de la géopolitique des énergies. L'emploi récurrent par la Russie de ses exportations d'énergie comme instrument de sa politique étrangère en est l'archétype et a fait l'objet de multiples études. Les exemples de cet usage stratégique sont nombreux et ne se limitent ni à la Russie ni aux hydrocarbures. David Amsellem a analysé la mobilisation par l'État israélien des exportations d'électricité vers la Cisjordanie comme moyen de pression politique³⁶. Susanna Oxenstierna a souligné l'utilisation croissante par la Russie de son industrie nucléaire comme d'une extension de sa politique étrangère³⁷. L'analyse du programme des partis d'extrême droite montre alors que nombre d'entre eux, en particulier dans les Balkans, soutiennent le développement de l'énergie atomique dans l'optique de renforcer la puissance nationale face à des concurrents régionaux.

Exporter de l'électricité pour s'affirmer régionalement : le cas bulgare

La Bulgarie offre un cas d'étude pertinent. Le pays exploite une unique centrale, à Kozlodouy sur le Danube à la frontière roumaine, qui fournit 35 % de la consommation nationale d'électricité, le reste provenant pour 55 % de centrales thermiques et pour 10 % de barrages hydroélectriques. Alors que la Bulgarie a

33. SLOVENSKÁ NÁRODNÁ STRANA, *Program* [En ligne : <http://www.sns.sk/nazory/maros-pavlovic-energeticky-priemysel-a-zdravy-rozum/>, mise à jour le 22/01/2014] (consulté le 21/12/2016).

34. KOTLEBA, *Program* [En ligne : <http://www.naseslovensko.net/wp-content/uploads/2015/01/Volebn%C3%BD-program-2016.pdf>, mise à jour le 05/03/2016] (consulté le 21/12/2016).

35. ATAKA, *Principles* [En ligne : <http://www.ataka.bg/en/index.>, mise à jour le 12/03/2015] (consulté le 11/09/2016).

36. AMSELLEM D., *La guerre de l'énergie : La face cachée du conflit israélo-palestinien*, Paris, Vendémiaire, 2011.

37. OXENSTIERNA S., *Russia's Nuclear Energy Expansion*, Stockholm, FOI, 2012.

dû fermer quatre réacteurs nucléaires à l'occasion de son adhésion à l'Union européenne, le gouvernement a organisé en janvier 2013 un référendum sur la construction d'une nouvelle centrale à Belene, également sur la frontière roumaine. Le parti d'extrême droite *Ataka*, fondé en 2005, un an après l'adhésion du pays à l'OTAN, a fait figure de leader du mouvement de soutien au projet. Le parti a inséré le développement du nucléaire dans sa rhétorique dénonçant la subordination croissante du pays aux États-Unis. Selon Nadège Ragaru, l'objectif principal d'*Ataka* est d'organiser une renaissance patriotique des Bulgares, « émancipées de leurs tuteurs extérieurs³⁸ et de leurs ennemis intérieurs »³⁹. En plus de réformes socio-économiques visant à reconstituer un État protecteur fort et à valoriser les traditions orthodoxes, le parti souhaite renforcer la Bulgarie vis-à-vis des États voisins. Si cette politique se traduit par l'augmentation des dépenses militaires, elle passe également par l'affirmation de la Bulgarie comme puissance énergétique régionale.

Cette rhétorique s'est épanouie dans la reconfiguration de la stratégie énergétique européenne. La recherche d'alternatives à l'approvisionnement gazier du continent au début des années 2000 a focalisé l'attention de multiples acteurs sur l'Europe du Sud-Est et en particulier sur la Bulgarie. D'un côté, la Russie souhaitait relier les gisements de la mer Caspienne à l'Europe sans passer par l'Ukraine et la Pologne. De l'autre, l'Union européenne souhaitait favoriser l'importation du gaz iranien et azéri afin de décroître sa dépendance énergétique à la Russie. Les deux projets de gazoducs, respectivement le South Stream et le Nabucco, devaient traverser la Bulgarie devenant alors un nouveau pont énergétique incontournable entre producteurs et consommateurs européens⁴⁰. En plus d'offrir un approvisionnement énergétique stable, le passage d'un gazoduc assure des recettes financières au pays traversé et lui confère un levier de pression diplomatique vis-à-vis des États en aval. Ainsi, comme le souligne Céline Bayou, la Bulgarie « a cru un moment pouvoir devenir un pays de transit doté d'un rôle géopolitique rehaussé »⁴¹. Le *Bălgarsko nacionalno dvizhenie* (Mouvement

38. La notion de « tuteurs extérieurs » renvoie ici aux États-Unis ainsi qu'à la Turquie.

39. RAGARU N., « Un parti nationaliste radical en Bulgarie : Ataka ou le mal-être du postcommunisme », *Critiques internationales*, n° 30, 2006, p. 41-56.

40. BAYOU C., « Turkish Stream : la bataille ne fait que commencer », *Diploweb* [En ligne : <http://www.diploweb.com/Turkish-Stream-la-bataille-ne-fait.html>], mise à jour le 09/06/2015] (consulté le 10/09/2015).

41. *Ibid.*

national bulgare) a inscrit son soutien au nucléaire dans cette nouvelle dynamique régionale. Le développement des centrales devait « faire de la Bulgarie un pôle majeur de l'énergie de l'Europe du Sud-Est »⁴². Dans une représentation géographique déterministe largement diffusée par le parti, l'énergie permettrait à la Bulgarie « d'utiliser habilement sa position géostratégique entre les continents pour dominer la région »⁴³. L'abandon par la Russie en décembre 2014 du projet South Stream au profit d'un tracé passant par la Turquie et la Grèce, a renforcé la volonté des formations bulgares d'extrême droite d'utiliser l'électronucléaire comme outil de puissance régionale.

Le nucléaire comme point de tensions bilatérales

En plus d'ambitions géopolitiques régionales, le développement de l'énergie nucléaire en Europe s'inscrit dans des relations bilatérales, parfois conflictuelles, propres à chaque État et, surtout, à chaque cadre idéologique des partis de droite radicale. La lecture des programmes électoraux montre ainsi que l'engagement pro- ou antinucléaire de certaines formations est motivé par une opposition à un État voisin servant, traditionnellement, d'épouvantail dans sa politique nationaliste.

Les partis bulgares de droite radicale se singularisent par leur politique étrangère fondée sur une rhétorique violente anti-rom et anti-turque⁴⁴. *Ataka* a ainsi « réactivé des imaginaires présents sur la longue durée de l'histoire moderne bulgare »⁴⁵ dans lesquels la défiance vis-à-vis de la Turquie occupe une place centrale. Le parti milite en faveur de mesures restrictives envers la minorité turque ainsi que pour une politique étrangère limitant l'influence régionale de la Turquie. L'énergie atomique a été inscrite dans cet objectif pour des raisons conjoncturelles. En 2013, tandis que la construction d'une nouvelle centrale nucléaire à Belene était refusée par le parlement bulgare (114 voix contre, 40 voix pour), la Turquie signait les accords de construction des centrales d'Akkuyu et de Sinop. *Ataka* considère le développement du parc électronucléaire bulgare comme une nécessité afin d'éviter toute dépendance future aux exportations

42. VRMO, *Programa* [En ligne : <http://www.vmro.bg/pages/programa>, mise à jour le 09/11/2013] (consulté le 10/09/2012).

43. *Ibid.*

44. TODOROV A., *The Extreme Right Wing in Bulgaria*, Berlin, Friedrich Rbert Stiftung, 2013.

45. RAGARU N., « Un parti nationaliste radical en Bulgarie... », *op. cit.*

électriques turques. Qui plus est, le parti interprète l'abandon du projet de Belene par le gouvernement bulgare comme la marque de l'influence des États-Unis qui auraient favorisé leur alliée turque dans la région. Le programme d'*Ataka* pour les élections de 2013 se dit ainsi « persuadé que d'ici quatre ou cinq ans [la Bulgarie] pourra construire une nouvelle centrale nucléaire [sans] un gouvernement influencé par des coups de fil d'ambassades étrangères »⁴⁶. Cette rhétorique anti-américaine et anti-européenne, largement partagée par le *Bългарско национално движение* (Mouvement national bulgare), avait déjà mené les partis d'extrême droite bulgares à soutenir le projet de gazoduc russe South Stream face au Nabucco européen.

La Slovénie et la Croatie se trouvent dans une situation inédite en Europe. En 1970, les Républiques socialistes de Croatie et de Slovénie, toutes deux membres de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, s'accordèrent pour construire conjointement deux centrales nucléaires dont elles partageraient les frais et la production électrique. Tandis que la première centrale fut construite à Krško en Slovénie, à 15 km de la frontière, la catastrophe de Tchernobyl en 1986 stoppa le projet prévu sur le territoire croate. Après leurs indépendances en 1990, les gouvernements croate et slovène prirent le relai des anciens producteurs d'électricité nationaux et héritèrent chacun de 50 % de la centrale. Cependant, la cogestion de l'infrastructure a entraîné de multiples différends entre les deux États. La crise culmina en 1998 lorsque, arguant d'impayés récurrents, le gouvernement slovène arrêta toute livraison d'électricité à la Croatie. Les partis slovènes et croates d'extrême droite considèrent cet événement comme la preuve de l'hostilité, voire du colonialisme, de leurs voisins. Le contexte de la résolution de ce différend a renforcé son importance dans la rhétorique nationaliste. Les deux pays ont signé en 2001 un accord assurant la cogestion de Krško, le paiement des créances passées et le retour des livraisons d'électricité vers la Croatie. Or, la Slovénie et la Croatie signèrent la même année un accord sur la délimitation de leur frontière maritime dans le golfe de Piran au nord de la mer Adriatique, réglant un conflit en cours depuis leurs indépendances⁴⁷. Associant ces deux

46. *Ibid.*

47. La Slovénie et la Croatie se sont opposées après leur indépendance autour du tracé de la frontière maritime dans le golfe de Piran. Ne disposant que d'une très courte façade maritime, la Slovénie réclamait un nouveau tracé lui permettant d'obtenir un accès direct aux eaux internationales de la mer Adriatique. Ce différend a un temps gelé la candidature de la Croatie à l'Union européenne.

accords dans un même discours, le *Hrvatska Stranka Prava* (Parti croate du droit) et le *Slovenska Nacionalna Stranka* (Parti national slovène) les interprètent comme la preuve d'un abandon de souveraineté⁴⁸.

Si les cas précédents montrent que les tensions bilatérales peuvent servir d'argument pronucléaire, la politique autrichienne montre, au contraire, que l'opposition à l'énergie atomique peut se nourrir de ces rivalités. L'extrême droite autrichienne, représentée par le *Freiheitliche Partei Österreichs* (Parti de la liberté - FPÖ) fait, à bien des égards, figure d'exception en Europe. Dans les années 1970, tandis que le Parti social-démocrate d'Autriche et le Parti populaire autrichien soutenaient la construction de la première centrale nucléaire du pays à Zwentendorf, seul le FPÖ s'opposait au projet⁴⁹. En 1978, alors que le peuple autrichien était invité à s'exprimer sur l'avenir du nucléaire, le FPÖ militait pour l'interdiction totale de l'énergie atomique. De Jorg Haider⁵⁰ à Heinz-Christian Strache⁵¹, les différents dirigeants du parti ont continué à soutenir cette position. Si celle-ci est motivée par des intérêts environnementaux, l'antinucléarisme du FPÖ a également servi la politique étrangère du parti suite à son tournant nationaliste. Le FPÖ a abandonné son tropisme libéral initial pour se réorienter vers l'extrême droite sous la direction de Jorg Haider à partir de 1986. Le parti a alors adopté un agenda marqué par le ressentiment anti-tchèque ainsi que par la dénonciation de l'immigration slave⁵². Cette orientation a trouvé un écho dans l'opposition au nucléaire. Comme la carte 2 le montre, si l'Autriche ne compte aucune centrale nucléaire, plusieurs réacteurs sont implantés à proximité de ses frontières, et en particulier à l'est. Alors que ces dernières ont régulièrement fait conflit avec les gouvernements autrichiens, le FPÖ s'est politiquement servi de cet enjeu. Présent au sein du gouvernement fédéral, le parti lança en 2002 une pétition afin d'obliger l'Autriche à opposer son veto à l'adhésion de la République tchèque à l'Union européenne dans le cas où cette dernière ne fermerait pas la

48. Alors que la fermeture de la centrale de Krško est prévue pour 2023, la gestion des déchets nucléaires issus du démantèlement alimente aujourd'hui les discours nationalistes dans les deux pays.

49. Le premier parti écologiste autrichien ne fut fondé qu'en 1982.

50. Président du FPÖ de 1986 à 2000 et gouverneur de Carinthie de 1989 à 1991 puis de 1999 à 2008.

51. Président du FPÖ depuis 2005.

52. GOBATSCHNER E., « Talking about Jörg Haider » in WUNSCH M., *Political Leadership, Nations and Charisma*, Londres, Routledge, 2012, p. 143-158.

centrale nucléaire de Temelin située à une soixantaine de kilomètres de la frontière. Cette campagne, qui a recueilli 920 000 signatures, a permis au FPÖ, dont les résultats électoraux étaient en chute, de recentrer son discours autour d'une supposée menace slave, autant constituée par le risque d'accident nucléaire que par les flux migratoires.

L'engagement antinucléaire du *Nationaldemokratische Partei Deutschlands* (Parti national-démocrate d'Allemagne - NPD) est comparable à celui du FPÖ. Le parti a fait de l'environnementalisme un des axes majeurs de son action, liant la protection de la nature (*Naturschutz*), avec la protection de la Patrie (*Heimatschutz*) et du Peuple (*Volkschutz*)⁵³. Le NPD a développé son discours antinucléaire dans sa stratégie de conquête du pouvoir du *Land* de Mecklembourg–Poméranie-Occidentale, région frontalière avec la Pologne et seul *Land* où le parti dispose de députés. Le parti y mène une campagne contre la relance du programme nucléaire polonais et contre la construction d'une centrale à proximité de la frontière⁵⁴.

L'énergie atomique et le renforcement de la nation

Si, comme on l'a décrit, le discours pronucléaire des partis d'extrême droite s'intègre dans une stratégie nationaliste construite autour de l'opposition avec l'étranger, l'énergie atomique est également mobilisée par ces formations comme support à l'idée de nation dans chacun des pays. En analysant l'intégration du programme atomique français dans une chronologie fantasmée de l'histoire nationale, Gabrielle Hecht a montré que le nucléaire avait été mis en spectacle par l'État comme un élément de l'identité française⁵⁵. Les centrales, tantôt présentées comme de nouvelles cathédrales, tantôt comme des Arcs de Triomphe, ont alors servi à (re)constituer, voire à renforcer le discours sur la nation. La lecture des programmes nucléaires des partis d'extrême droite montre une similitude frappante dans l'utilisation des politiques énergétiques comme outil d'exaltation du sentiment de nation.

53. HURD M., WERTHER S., « Nature, the Volk, and the Heimat : The narratives and practices of the far right ecologists », *Baltic Worlds*, n° 6, p. 13-19.

54. La commune de Gąski en Poméranie à 70 kilomètres de la frontière allemande a été présélectionnée avec trois autres sites par le gouvernement polonais.

55. HECHT G., *The Radiance of France Nuclear Power...*, op. cit.

Le nucléaire et la construction du discours sur la nation

La maîtrise du nucléaire est limitée à un nombre restreint de pays dans le monde. L'entretien d'un programme atomique civil ou militaire demeure perçu comme la marque d'une place particulière dans le concert des nations. À nouveau, la Bulgarie offre un exemple pertinent. Les mouvements d'extrême droite « ambitionnent de restaurer une fierté bulgare en glorifiant les origines de la Nation »⁵⁶ ainsi qu'en protégeant un ensemble d'infrastructures modernes constituant un symbole historique et/ou politique fort. Le programme nucléaire et en particulier la centrale de Kozloduy en font partie. D'une part, le développement de l'industrie électrotechnique bulgare durant les années 1980 a constitué un objet de fierté nationale et d'émancipation de l'URSS⁵⁷. Durant cette décennie, l'industrie bulgare a commencé à exporter des équipements électrotechniques et les ingénieurs bulgares ont contribué à de nombreux projets d'électrification à l'étranger (Jordanie, Bangladesh, Iran, etc.). Les réacteurs 5 et 6 de la centrale de Kozloduy, construits sans l'aide d'ingénieurs soviétiques, ont matérialisé cette fierté. D'autre part, la centrale est tenue comme symbole de la lutte contre l'Union européenne par les nationalistes.

Le cas suédois constitue une autre forme d'association entre nation et ressources énergétiques. Les *Sverigedemokraterna* (Démocrates de Suède) considèrent que l'épanouissement de l'identité nationale repose sur la pérennisation d'un ensemble d'activités industrielles traditionnelles — la mine, l'industrie du bois et la métallurgie — qui ont participé à la construction politique et économique de l'État moderne suédois. Développées grâce à la présence abondante de ressources naturelles et énergétiques, ces industries sont fortement énergivores. Les *Sverigedemokraterna* tiennent alors le développement de l'énergie nucléaire comme le garant de la pérennisation de ces secteurs qu'ils considèrent comme un élément constitutif de l'identité suédoise. On retrouve une dialectique identique dans le discours de l'extrême droite norvégienne. L'exploitation et l'exportation des hydrocarbures de mer du Nord ont entraîné le développement du discours de l'« *Energijasjonen Norge* » (Norvège comme nation énergétique). Outre la fierté nationale, l'aisance économique et le statut mondial qu'elle lui confère, l'exploitation des ressources énergétiques depuis les années 1970 (pétrole, gaz et

56. RAGARU N., « Un parti nationaliste radical en Bulgarie... », *op. cit.*

57. TCHALAKOV I., « Bulgarian Power Relations : The Making of a Balkan Power Hub », in HÖGSELIUS P., *The Making of Europe's Critical Infrastructure*, Berlin, Springer, 2013, p. 131-156.

hydroélectricité) est promue comme un élément central de la construction nationale norvégienne. Réutilisé par la communication gouvernementale ainsi que par les entreprises du secteur énergétique, le discours de l'*Energinasjonen* a également été intégré par les partis politiques norvégiens. Ainsi, à l'extrême droite, le *Fremskrittspartiet* (Parti du progrès) considère l'exploitation du thorium comme un moyen de sauvegarder la place de l'énergie dans la construction nationale norvégienne lorsque les champs d'hydrocarbures seront taris. L'exportation du minerai permettrait à la Norvège de conserver son statut dans l'approvisionnement énergétique du monde.

Le nucléaire et la défense de la nature comme creuset identitaire

En plus de matérialiser physiquement la fierté nationale, l'énergie atomique est promue comme l'unique solution capable de défendre une nature fantasmée comme creuset identitaire. L'analyse des programmes des formations d'extrême droite montre une opposition récurrente au développement des éoliennes. Sur les 34 partis d'extrême droite favorables à l'énergie atomique, 25 s'opposent explicitement à la construction d'éoliennes. Certains, comme l'*Alternative für Deutschland* (Alternative pour l'Allemagne) ou le *Partij voor de Vrijheid* (Parti pour la liberté) aux Pays-Bas, dénoncent la mise en place de subventions favorisant l'éolien qui pèseraient sur le prix de l'électricité et sur le fonctionnement libéral du marché des énergies. Toutefois, c'est l'accusation d'une destruction des paysages ruraux par les éoliennes qui revient le plus souvent dans les programmes. Les sources renouvelables étant faiblement denses en énergie, leur développement nécessite une consommation plus importante d'espaces que pour le charbon, le gaz et, *a fortiori*, le nucléaire⁵⁸. En dehors des projets *offshores*, les territoires mobilisés sont majoritairement situés dans les campagnes. Cette dynamique, que Michael Altmoos considère comme « la transformation spatiale d'origine anthropique la plus visible et la plus profonde qui se soit produite au cours des temps historiques »⁵⁹, modifie considérablement les paysages des régions concernées.

58. BRÜCHER W., *Energiegeographie*, Stuttgart, Borntraeger, 2009.

59. ALTMOOS M., « L'énergie éolienne en Allemagne du sud-ouest – origines, problèmes et solutions à la transformation des paysages de la transition énergétique », *Revue géographique de l'est*, n° 55, 2015 [En ligne : <http://rge.revues.org/5382>].

Les relations entre la nature et les mouvements européens d'extrême droite au xx^e siècle ont fait l'objet d'une abondante littérature⁶⁰. Aujourd'hui, si la question du réchauffement climatique fait toujours débat au sein de cette famille politique, la protection des paysages et, ce faisant, de la ruralité, constitue le socle de leurs politiques environnementales. Selon Oliver Nüchter, « le rural est considéré comme un rempart contre tout ce qui est communément considéré comme négatif : la technologie, la ville, les intellectuels, les migrants. La Nature devient le symbole, le creuset de la nation »⁶¹. Analysant le cas allemand, Delphine Iost décrit comment le NPD « glorifie l'image réactivée d'une nature pure, immuable, socle de la germanité »⁶². Cet environnementalisme identitaire connaît aujourd'hui un développement intense se traduisant, entre autres choses, par la constitution d'associations écologistes d'extrême droite comme le mouvement *Motus Veritis* au Portugal, *Nouvelle écologie* en France ou encore *Midgard* en Allemagne.

Les politiques énergétiques sont formulées à la lumière de cette conception de la nature comme référent identitaire. Elles s'organisent autour de la protection d'une campagne supposée traditionnelle que le développement des énergies renouvelables viendrait entacher. Le programme du Parti *Pro-Deutschland* avance ainsi que « par la transition énergétique, les écologistes veulent détruire le sentiment patriotique qui ne peut s'épanouir que dans une nature protégée »⁶³. Le nucléaire est soutenu pour empêcher le développement de nouvelles sources énergétiques consommant de l'espace et modifiant la structure des paysages ruraux.

60. HURD M., WERTHER S., « Nature, the Volk, and the Heimat... », *op. cit.*

61. NÜCHTER O., « Denkfiguren völkisch autoritärer Ökologie – Im Vater- oder Mutterland », in GUDRUN H., *Braune Ökologen*, Berlin, Heinrich-Böll Stiftung, 2012, p. 20-39.

62. IOST D., *Géopolitique de l'extrême droite dans les nouveaux Länder*, thèse de doctorat en géographie, Université Paris 8, 2012.

63. Pro-deutschland, *Programm* [En ligne : <http://www.pro-deutschland.de/programm-2/>, mise à jour le 25 août 2013] (consulté le 12 octobre 2013).

Conclusion : Pour une analyse géopolitique des choix énergétiques

Face à leur diversité programmatique, le sociologue Joël Gombin considère « la géopolitique comme le ciment des nébuleuses d'extrême droite »⁶⁴. Loin de l'approche critique de la géopolitique développée en France par Yves Lacoste ou aux Pays-Bas par Gertjan Dijkink, l'extrême droite se réclame d'une tradition géopolitique se voulant scientifique et produisant un savoir déterministe sur les relations internationales considérées comme l'expression d'un affrontement manichéen entre grandes puissances⁶⁵. Cette étude des politiques énergétiques des partis de droite radicale vient alors confirmer que, malgré leurs différences idéologiques, la pensée géopolitique structure la vision du monde de l'extrême droite⁶⁶.

Si les partis européens de droite radicale ne partagent pas les mêmes programmes économiques ou environnementaux, cet article a permis de souligner que de très fortes ressemblances existent entre leurs politiques énergétiques. On a pu montrer que le soutien au nucléaire, partagé par une majorité d'entre eux, se fonde sur une lecture géopolitique identique où la production et la consommation d'énergie sont perçues comme des enjeux de pouvoirs. Pour les extrêmes droites, l'énergie doit permettre d'assurer l'indépendance nationale, de renforcer le discours nationaliste, de mobiliser contre un ennemi externe ainsi que d'affirmer sa puissance. Dans une période où les débats sur les transitions énergétiques se multiplient, cet article invite alors à sortir d'une approche trop techniciste des politiques énergétiques pour aborder ces choix par l'angle des représentations spatiales.

64. GOMBIN J., « L'extrême droite est devenue russophile », *Slate* [En ligne : <http://www.slate.fr/france/87457/extreme-droite-russophile-mysteres-pourquoi-comment>, mise à jour le 18/07/2014] (consulté le 10/04/2015).

65. SCHMITT O., « La Pensée géopolitique au cœur de la vision du monde de l'extrême droite », *Temps Présents* [En ligne : <https://tempspresents.com/2015/12/14/geopolitique-vision-du-monde-extreme-droite/>, mise à jour le 14/12/2015] (consulté le 18/12/2015).

66. *Ibid.*